

# CHRISTIAN DIOR COUTURE

## POLITIQUE RELATIVE A L'APPROVISIONNEMENT RESPONSABLE

- 1- DIOR est l'une des Maisons du Groupe LVMH. La présente politique confirme l'engagement de DIOR à respecter les droits de l'Homme, à éviter de contribuer au financement des conflits et à respecter toutes les sanctions, toutes les résolutions et le droit pertinents des Nations unies.
  
- 2- DIOR est un membre certifié du Responsible Jewellery Council (RJC). En tant que tel, nous nous engageons à prouver, au moyen d'une vérification par un tiers indépendant, que nous :
  - a) Respectons les droits de l'Homme en vertu de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et de la Déclaration de l'Organisation internationale du travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail
  - b) Ne participons à aucune forme de corruption, de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme et ne tolérons pas de telles activités
  - c) Soutenons la transparence des paiements provenant de gouvernements et de forces de sécurité conformes aux droits dans les industries extractives
  - d) Privilégions la sécurité des personnes devant celle des biens.
  - e) Permettons aux parties prenantes d'exprimer leurs préoccupations concernant la chaîne d'approvisionnement du secteur de la bijouterie-joaillerie via notre plateforme accessible par ce lien : <https://alertline.lvmh.com>
  - f) N'achetons ou ne vendons que des diamants pleinement conformes au Système de certification du Processus de Kimberley
  - g) Mettons en œuvre le cadre en cinq étapes de l'OCDE en tant que processus de gestion pour mener le devoir de diligence fondé sur les risques afin d'assurer des chaînes d'approvisionnement responsables en or, en argent, en métaux issus de la mine de platine, en diamants et en pierres de couleur provenant de zones de conflit et à haut risque (CAHRA).
  
- 3- Concernant les violations flagrantes lors de l'extraction, du transport ou du commerce d'or, d'argent et de métaux issus de la mine de platine, en diamants et en pierres de couleur :

Nous ne tolérerons, n'assisterons ou ne faciliterons en aucune manière la perpétration des actes suivants, non plus que nous n'en tirions profit ou y contribuerons :

  - a) la torture ou les traitements cruels, inhumains et dégradants
  - b) le travail forcé ou obligatoire
  - c) les pires formes de travail des enfants
  - d) les violations et les atteintes aux droits de l'Homme ou
  - e) les crimes de guerre, les autres violations flagrantes du droit humanitaire international, les crimes contre l'humanité ou le génocide.

Nous cesserons toute relation avec des fournisseurs en amont si nous identifions un risque indiquant raisonnablement qu'ils se livrent aux violations mentionnées

au paragraphe 3, qu'ils s'approvisionnent auprès de tiers commettant ces violations ou qu'ils sont associés à ceux-ci.

- 4- Concernant le soutien direct ou indirect aux groupes armés non étatiques :  
Nous ne tolérerons aucun soutien direct ou indirect à des groupes armés non étatiques ou leurs entités affiliées — notamment à travers l'approvisionnement en or, diamant ou pierres précieuses, le versement d'argent ou la fourniture d'une assistance logistique, matérielle ou autre — se livrant illégalement aux activités suivantes :

- a) le contrôle illégal de sites miniers ou d'itinéraires de transport, de points de commerce des diamants ou minerais et d'acteurs en amont dans la chaîne d'approvisionnement
- b) la taxation illégale ou l'extorsion d'argent, d'or de diamants ou de pierres précieuses sur des sites miniers, des itinéraires de transport ou des points de commerce ou à l'encontre d'intermédiaires, d'entreprises exportatrices ou de négociants internationaux.

Nous cesserons immédiatement toute relation avec des fournisseurs en amont si nous identifions un risque raisonnable qu'ils s'approvisionnent auprès de tiers soutenant directement ou indirectement des groupes armés non étatiques tels que ceux visés au paragraphe 4 ou qu'ils sont liés à ceux-ci.

- 5- Concernant les forces de sécurité publiques ou privées :  
Nous affirmons que le rôle des forces de sécurité publiques ou privées est d'assurer la sécurité des travailleurs, des installations, des équipements et de la propriété en conformité avec l'État de droit, y compris la législation qui garantit les droits de l'Homme.

Nous ne fournirons aucun soutien direct ou indirect à des forces de sécurité publiques ou privées qui commettent les atteintes décrites au paragraphe 3 ou qui agissent illégalement comme décrit dans le paragraphe 4.

- 6- Concernant les pots-de-vin et les fausses déclarations sur l'origine de l'or, l'argent, les métaux issus de la mine de platine, les diamants et les pierres de couleur :  
Nous nous abstenons d'offrir, de promettre ou d'accorder des pots-de-vin et nous résisterons aux sollicitations de pots-de-vin aux fins de cacher ou de masquer l'origine des matériaux, de faire de fausses déclarations concernant les taxes, les droits et les redevances versés aux gouvernements pour l'extraction, le commerce, le traitement, le transport et l'exportation de l'or, l'argent, les métaux issus de la mine de platine, les diamants et les pierres de couleur.

- 7- Concernant le blanchiment d'argent :  
Nous soutiendrons les efforts pour contribuer à l'élimination du blanchiment d'argent dans les situations où nous identifions un risque raisonnable de blanchiment d'argent résultant ou lié à l'extraction, au commerce, au traitement, au transport ou à l'exportation d'or, d'argent, des métaux issus de la mine de platine, des diamants et des pierres de couleur.

Paris, le 27 avril 2022